



## Communiqué du Conseil Syndical

# SACRIFIÉS POUR L'EXEMPLE

Le Conseil Syndical de **F.O.-DGFIP** réuni à Paris les 4, 5 et 6 juin 2019 alerte les personnels sur la violence des réformes en cours à la DGFIP.

Pour **F.O.-DGFIP**, le projet de géographie revisitée acte le démantèlement généralisé des services qui aboutira inévitablement à de la mobilité forcée pour les agents.

Ajouté à la « promotion » des agences comptables, à l'arrivée de l'intelligence artificielle dans le contrôle fiscal et à une potentielle agence unique de recouvrement des recettes fiscales et sociales, ce projet poursuit deux objectifs : supprimer des emplois et abandonner des missions.

Le Conseil Syndical de **F.O.-DGFIP** dénonce une communication gouvernementale mensongère visant à faire croire, à nos concitoyens et aux élus locaux, que l'on remettrait du service public là où il n'y en a plus.

La réalité sera toute autre. Les premières annonces dans les directions locales présentent un réseau dont le nombre d'implantations serait divisé par 3, voire 4, toutes missions confondues.

Il s'agit avant tout d'afficher une présence ponctuelle et parfois mobile, en lieu et place des services existants de plein exercice.

Dans le secteur public local, les projets de services de gestion comptable, comme celui des agences comptables ne visent qu'à en finir avec la séparation ordonnateurs / comptables, et la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public.

Dans les missions fiscales, la loi ESSOC, dont l'inauguration à grand renfort de publicité du site « [oups.gouv.fr](http://oups.gouv.fr) » consacrant le droit à l'erreur, va modifier et compliquer l'exercice des différents contrôles.

Le Conseil Syndical réfute les arguments selon lesquels, le projet de loi de transformation de la Fonction Publique aurait pour effet de la rendre plus moderne et plus réactive.

Au contraire, l'objectif est de créer un « système des dépouilles » à l'américaine où les fonctionnaires ne seraient plus au service de la collectivité publique, mais des politiques du moment.

À travers le recrutement de contractuels et la rupture conventionnelle envisagée, ce sera la boîte à outils permettant d'exercer toutes sortes de pressions sur les fonctionnaires.

Pour le Conseil Syndical, c'est le modèle républicain qui est remis en cause ; c'est inacceptable !

La DGFIP est un maillon essentiel du fonctionnement de l'Etat républicain. Défendre la DGFIP, c'est défendre la République.

Depuis trop longtemps, la DGFIP est « exemplaire » en termes d'absorption des suppressions d'emplois et des diminutions de moyens.

Les attaques contre les services, les personnels et leurs représentants sont d'une violence sans précédent. La mobilisation ne doit donc pas s'arrêter, mais au contraire, s'amplifier.

Le Conseil Syndical appelle les personnels à s'opposer avec force à ces projets et à ne pas se résigner pour obtenir le retrait des plans DARMANIN et DUSSOPT.

Par tous les moyens à notre disposition, c'est une bagarre sans précédent que nous devons mener sur tous les fronts : élus locaux, usagers, opinion publique, proches, la grève demeurant le seul moyen d'obtenir satisfaction.

Collectivement, nous devons résister, sinon nous serons sacrifiés pour l'exemple.